




**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
N° 2026/27**

Envoyé en préfecture le 03/04/2026
Reçu en préfecture le 03/04/2026
Publié le 
ID : 011-211103015-20260402-DEL202627-DE

L'an deux mille vingt-six, le deux avril, à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal de la commune, comprenant 15 conseillers municipaux en exercice, dûment convoqués le 26 mars 2026, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Madame Christine PÉANY, Maire.

PRÉSENTS : Christine PÉANY, Romain TORRECILLA, Raymonde PASTRE-JEANNET, Gérard PEYROT, Arlette LAGRANGE, Yves FABRE, Evelyne GABORIT, Thierry SIRE, Pascale PÉANY, Laurence MORATO-CARBOU, Sébastien CAZEAUX, Lorie PEYROT, Monica MOREIRA, Lionel CONTE.

PROCURATIONS : Pierre CHEVALIER à Laurence CARBOU-MORATO.

ABSENTS :

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Raymonde PASTRE-JEANNET.

OBJET : élection des délégués à l'association des communes du canal des deux mers.

Suite aux élections municipales du 15 mars 2026, il y a lieu de procéder à l'élection des délégués auprès de l'Association des communes du canal des deux mers.

Le conseil municipal après en avoir débattu et délibéré, et recueilli les candidatures, passe au vote :

A l'issue des opérations de vote,

- M. Raymonde PASTRE-JEANNET, ayant obtenu la majorité absolue avec 15 voix, est élue déléguée titulaire au Conseil d'administration de l'association des communes du canal des deux mers et représentera à cet effet la commune de Puichéric.
- M. Monica MOREIRA, ayant obtenu la majorité absolue avec 15 voix, est élu délégué suppléant au Conseil d'administration de l'association des communes du canal des deux mers et représentera à cet effet la commune de Puichéric.

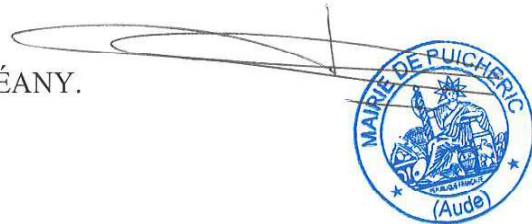
Ainsi fait et délibéré le jour, mois et an que dessus.

La secrétaire de séance,
Raymonde PASTRE-JEANNET.

Certifié exécutoire à Puichéric, le 2 avril 2026
après publication et transmission en Préfecture.

Le Maire,

Christine PÉANY.



Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.